J'ai bien des idées sur la façon dont on pourrait utiliser ces fonds à l'avantage du secteur forestier du nord de l'Ontario—tout d'abord, pour mieux se débarrasser de la tordeuse des bourgeons d'épinette et de pin gris qui ravage nos forêts depuis des années; ensuite, reboiser ces forêts à un rythme plus rapide et plus efficace; enfin, prospecter de nouveaux débouchés sur les marchés internationaux de l'Europe et des pays en bordure du Pacifique afin de ne plus être entièrement tributaires des marchés américains.

Je ne nie pas qu'un droit à l'exportation de 15 p. 100 sur le bois d'oeuvre du Canada nuira aux producteurs du nord de l'Ontario. Le gouvernement fédéral se soucie des conséquences qu'il pourra avoir sur le secteur. A cette fin, nous avons communiqué avec le Service canadien des forêts qui surveille l'activité de 28 scieries en Ontario, lesquelles fournissent 75 p. 100 du bois d'oeuvre coupé dans la province. Cette enquête permettra au gouvernement fédéral de déterminer ce que seront les conséquences de ce droit de 15 p. 100 pour le secteur. Nous acceptons volontiers de communiquer au gouvernement de l'Ontario et au secteur même les résultats de cette enquête et tout autre renseignement pertinent.

Dans ma circonscription de Timmins—Chapleau, j'ai communiqué avec les principaux producteurs de bois d'oeuvre de la région pour discuter de ce droit de 15 p. 100. Ils sont farouchement indépendants et ne ménagent pas leurs efforts. Ils sont d'ardents partisans de la libre entreprise et ont suffisamment de maturité pour comprendre la situation et tirer leurs propres conclusions raisonnables. Ils ne sont pas prêts à fermer leurs portes ou à mettre leurs employés à pied.

Certains ont émis des inquiétudes ou des doutes sur les répercussions du droit de douane sur l'industrie. Ils s'accordent cependant tous pour dire qu'il est préférable que les recettes de ce droit restent au Canada au lieu d'aller aux États-Unis. Ces fonds seraient allés aux États-Unis, justement, si l'accord n'avait pas été conclu. Nous aurions perdu au moins 600 millions de dollars si nous avions laissé les Américains imposer un droit compensateur de 15 p. 100 et en garder les recettes. En restant au Canada, ces fonds seront réinvestis chez nous au lieu d'aller enrichir les Américains.

Il est important de considérer la nature de l'industrie du bois d'oeuvre. C'est une activité cyclique, sensible à de nombreuses influences extérieures comme le nombre de mises en chantier et les conditions atmosphériques. Son caractère saisonnier l'expose à des ralentissements et même à des arrêts. Pendant cette période, les propriétaires de scieries en profitent pour réaliser d'autres opérations connexes importantes comme l'entretien des machines et des bâtiments, entre autres.

Même si j'admets qu'une augmentation de taxe n'est pas vraiment favorable pour l'industrie du bois d'oeuvre, ou pour tout autre secteur d'ailleurs, il est crucial de tenir compte du fait que cette industrie connaît des périodes de productivité restreinte. C'est naturel dans ce secteur. Il ne faut pas croire que des licenciements ou des fermetures qui auraient eu lieu de toute façon sont la conséquence de ce droit touchant l'industrie.

Je suis déçu que les députés de l'opposition aient choisi de mêler à cette question leurs ambitions politiques au risque de

passer à côté du vrai problème. En citant des statistiques relatives aux mises à pied qu'ils attribuent directement à ce droit, ils sèment la panique.

Je le répète, je suis prêt à appuyer le gouvernement provincial dans ses efforts pour aider les travailleurs du bois d'oeuvre touchés par cette mesure. J'insiste en même temps sur l'importance de ne pas s'affoler ni de réagir avec excès devant des cas de mises à pied qui pourraient en fait être considérés comme normaux dans ce secteur.

[Français]

Monsieur le Président, le gouvernement fédéral croit fermement que l'entente conclue le 30 décembre 1986 avec les États-Unis est entre deux options difficiles, la meilleure pour les Canadiens et Canadiennes et l'industrie forestière du Canada. L'entente protège la souveraineté canadienne parce qu'elle préserve l'intégrité du système canadien de coupe. Advenant le refus des Américains de respecter notre contrôle des politiques canadiennes en matière de ressources naturelles, nous n'aurions pas hésité à refuser cette entente.

[Traduction]

Je voudrais dire quelques mots au sujet des remarques faites par la députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps) il y a quelques minutes. Je suis surpris que, depuis le commencement du débat, la seule solution proposée par le parti libéral soit de nous jeter dans une guerre commerciale globale avec les États-Unis. C'est ce que nous voulons éviter à tout prix.

Je peux assurer à la Chambre que la souveraineté de l'industrie du bois d'oeuvre a été préservée. J'appuie le projet de loi de l'honorable ministre du Commerce extérieur (M^{lle} Carney). Je ne ménagerai pas mes efforts pour aider l'industrie du bois d'oeuvre dans tout le Canada et dans le nord de l'Ontario en particulier.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, il est évident pour tous ceux qui lisent les revues et les journaux américains depuis deux ou trois ans, sauf le premier ministre M. Mulroney) bien entendu, que le protectionnisme a gagné rapidement du terrain aux États-Unis, à mesure que ralentissait l'économie américaine et que les industries traditionnelles comme celles de l'acier, de l'automobile et de la microélectronique, qui emploient des centaines de milliers de personnes, étaient prises d'assaut et succombaient à la concurrence du Japon, de l'Allemagne de l'Ouest, de la France et de l'Italie, pour ne mentionner que ces quelques pays.

Bien entendu, nous devons traiter avec les Américains. Ils sont nos voisins et nos clients les plus importants. Nous ne saurions nous passer d'eux. Tout arrangement ou toute entente avec eux doit être avantageuse de part et d'autre.

Lorsque le premier ministre et le président Reagan se sont rencontrés, ils se sont tous deux mis d'accord sur l'idée d'un libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Cependant, le premier ministre n'a pas tenu compte du fait que le régime politique américain diffère de notre régime parlementaire et qu'il ne suffit pas que le président énonce ou adopte une politique pour que la Chambre des représentants et le Sénat, de même que les membres de son parti, lui accordent leur appui. Or, justement, ce qui pouvait arriver est arrivé.

Le premier ministre du Canada et le président des États-Unis ayant convenu d'examiner la possibilité du libre-échange